



CTL du 25 septembre 2014

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Le psychodrame du remaniement ministériel a fait l'actualité de la fin du mois d'août, abondamment commentée par les médias.

Mais au delà de ces péripéties qui démontrent néanmoins que les choix politiques « Hollando-Valsiens » sont loin de faire l'unanimité jusque dans l'exécutif, qu'est ce qui est fondamentalement en jeu ?

Ni plus ni moins que de disposer d'un gouvernement aux ordres et adhérent aux thèses « austéritaires » les plus forcenées, menant tambour battant une politique qui va au devant des attentes du patronat et qui promet de nouveaux reculs sociaux pour le plus grand nombre.

Chacun le sait : les choix présidentiels mènent l'immense majorité de la population et tous les salariés dans le mur.

Il n'aura fallu que quelques jours pour qu'un nouveau couac survienne avec la démission de Thomas Thévenoud tout fraîchement nommé secrétaire d'État.

Mieux, après un ministre fraudeur, en voilà maintenant un défaillant !

C'est à se demander à quoi servent les contrôles déontologiques... mais il est vrai qu'ils ne s'appliquent qu'aux agents de DGFIP.

Pour la CGT Finances Publiques, il est anormal que l'exemplarité soit exigée des seuls agents de la DGFIP.

En pleine échéance d'impôt sur le revenu cela place une nouvelle fois la DGFIP et les agents qui y travaillent dans l'œil du cyclone.

Cette absence de poursuites va nourrir l'idée de missions fiscales laissées en déchéance, ce que la CGT ne peut cautionner : si des latences existent, elles sont la conséquence des politiques de suppressions d'emploi qui frappent notre administration depuis plus de 10 ans, mettant à mal la bonne exécution des missions.

La preuve vient d'être faite une nouvelle fois, rien ne saurait justifier les exactions commises. Cela est intolérable et exaspérant.

Ces saccages en règle contre des bâtiments publics à Morlaix sont désormais devenus des modes opératoires courants, le plus souvent en toute impunité. Dans le même temps on laisse tranquilles les vrais responsables des politiques libérales qui sont à l'origine des problèmes, et les organisations qui les soutiennent.

Quant aux agents des Finances Publiques de MORLAIX c'est peu dire qu'un nouveau traumatisme vient de leur être infligé et qu'au surplus ils vont devoir travailler dans des conditions particulièrement difficiles.

Ces méthodes appellent que leurs auteurs soient poursuivis et condamnés.

A la DGFIP, comme ne s'en est pas caché Bruno Parent quand il a reçu les syndicats en début d'été, cela signifie poursuite des suppressions d'emplois, réduction continue des crédits de fonctionnements, recul des missions, avec comme conséquence première l'aggravation des conditions de travail.

Et c'est sans compter avec les nouveaux mauvais coups promis à la fonction publique que met en perspective une batterie de rapports récents. De ce point de vue, on ne dira jamais assez combien le projet de réforme territoriale comporte de dangers pour la pérennité de la DGFIP et de ses missions.

En résumé, alors que l'insupportable est largement atteint dans nombre de services, la seule perspective salubre serait d'en rajouter des couches supplémentaires ?

Pour la CGT il n'est pas question de se résigner.

Les élus CGT Finances Publiques

Patrice STAWSKI

René QUIDE